

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

English
italien español
srpski portugues
العربية Deutsch



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives

Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web

GlobalResearchTV

GRTV GLOBAL RESEARCH TV

Le 16 janvier 2012 La guerre, ça suffit!!

La mission de la Ligue arabe en Syrie sert à focaliser les demandes d'intervention militaire

par **Chris Marsden**

Mondialisation.ca, Le 13 janvier 2012
wsws.org

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 Digg ↑ submit reddit 10 5 Share Tweet

La visite des observateurs de la Ligue arabe à Homs, Hama, Idlib, Deraa, ainsi que dans la banlieue de Damas à Douma et dans d'autres zones de conflit est devenue le point sur lequel se sont focalisées les demandes concertées pour une intervention militaire des puissances occidentales dans la guerre civile qui se prolonge en Syrie.

Cette mission a été acceptée par la Syrie, dans le cadre d'un plan de la Ligue arabe pour le retrait des forces militaires, la fin des violences contre les civils et la libération des prisonniers.

Le Conseil national syrien (CNS) d'opposition y a initialement répondu par une campagne médiatique conçue pour la discréditer. Des manifestations ont été organisées partout où se rendaient les observateurs.

Ces observateurs de la Ligue arabe ont clairement reçu ordre de Washington de rendre un rapport hostile au régime du président Bashar el-Assad. Mardi, le ministère des affaires étrangères américain a prévenu que « Si le régime syrien continue à résister et à négliger les efforts de la Ligue arabe, la communauté internationale envisagera d'autres moyens de protéger les civils syriens. »

Il n'y a aucune raison de présumer que la Ligue arabe va décevoir les États-Unis. Celui qui est à la tête des observateurs, le Général Mustafa al-Dabi, chef des renseignements soudanais, a été accusé de participer à des crimes de guerre au Darfour, notamment après avoir dit que « la situation semblait rassurante » au sujet de sa première visite à Homs. Mais le gouvernement islamiste soudanais s'est vu confier cette mission comme récompense pour son soutien à la guerre contre le Colonel Mouammar Kadhafi en Libye.

Vendredi, dans le contexte des rassemblements massifs d'opposants après les prières dans plusieurs villes, il y a eu un changement de ton envers la mission. Washington a pressé les critiques de laisser les observateurs finir leur travail et l'homme d'affaires Rami Abdul Rahman, chef de

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme installé en Grande-Bretagne, a décrit la présence de la Ligue arabe comme « le seul rayon de lumière » pour les Syriens.

Le magazine *Foreign Policy* a écrit cette semaine que « des responsables de haut rang du gouvernement du Président Barack Obama préparent calmement différents scénarios sur le moyen d'aider l'opposition syrienne, » y compris l'option d'établir une zone d'interdiction aérienne. Le Conseil de sécurité national (CSN) américain « a engagé un processus informel, discret, inter-agences, » dirigé par le directeur du CSN, Steve Simon.

À la mi-décembre, une ancienne traductrice du FBI licenciée après avoir révélé une affaire de rétention d'informations, Sibel Edmonds, avait révélé que des troupes américaines avaient été stationnées à la frontière entre la Jordanie et la Syrie.

Foreign Policy cite un article politique du CNS Syrien, intitulé « une zone de sécurité pour la Syrie, » qui présente un argument en faveur d'une intervention armée. Le magazine ne précise pas en revanche que cet article a été produit par le *Strategic Research and Communication Centre*, dont le chef, Ausama Monajed, était auparavant à la tête de Barada TV, une chaîne par satellites installée à Londres et financée par le gouvernement américain.

Un front arabe en faveur d'opérations militaires visant à déposer Assad est considéré comme politiquement utile par Washington et d'autres puissances occidentales. Cela priverait leur principal objectif, l'Iran, de son premier allié dans la région, et les aiderait à consolider l'hégémonie américaine sur tout le Moyen-orient, au détriment de la Russie et de la Chine.

Le chef du CNS Burhan Ghalioun, a clairement dit que son organisation comprend que le plan de la Ligue arabe est une tactique de diversion derrière laquelle l'intervention impérialiste se prépare. Il a insisté pour que la Ligue arabe et les Nations unies « défendent les Syriens en établissant des zones isolées et sûres en Syrie. »

Le « plan pour désamorcer la crise » de la Ligue arabe est un « bon plan » a-t-il dit, « mais je ne crois pas que la Ligue arabe ait réellement les moyens » de l'appliquer. « Il vaut mieux que le Conseil de sécurité des nations unies reprenne ce plan (de la Ligue arabe), l'adopte et fournisse les moyens de son application. Cela lui donnerait plus de force. »

Les événements en Syrie reproduisent assez précisément les prémisses de la campagne militaire pour déposer Kadhafi en Libye, avec le CNS dans le rôle de couverture pour les opérations des États-Unis, des Britanniques, des Français et des régimes du Golfe.

Le 27 décembre, le site Web de droite israélien *DEBKAFi* a indiqué que le Qatar serait en train d'assembler une « force d'intervention sunnite de terroristes libyens et irakiens contre Assad. »

Il écrit, « Cette nouvelle force très mobile viens renforcer l'Armée libre syrienne anti-Assad, dont les effectifs ont atteint 20 000 combattants, armés et financés par le Qatar et maintenant rassemblés en bataillons et brigades dans leurs bases turques [...] les dirigeants du Qatar et d'Arabie Saoudite ont approuvé le programme intensif du chef d'état-major qatari, le major-général Ali al-Attiya, pour retirer cette force d'intervention mobile des mains des agents liés à Al-Quaïda et la déployer rapidement sur la frontière turco-syrienne. »

DEBKAFi fait état de 2 500 combattants pour cette force mobile, dont 1000 membres du Groupe islamiste combattant en Libye (GICL) et 1000 autres de l'*Ansar al-Sunna* irakienne.

Ces affirmations ne peuvent pas être confirmées, mais elles concordent avec des déclarations de Sir David Richards, chef d'état-major britannique, faites au *Royal United Service Institute* de Londres [le principal groupe de réflexion stratégique anglais, très huppé, ndt], ce mois-ci. Il a insisté sur le fait que la « clef » du succès de l'intervention libyenne, qui fournit un modèle pour les interventions futures de la politique étrangère britannique, était d'« intégrer les Qatari, les Émiratis, et les Jordaniens dans l'opération. »

Ces pays ont fourni les éléments au sol essentiels pour la guerre en Libye, a dit Richards. « Sans eux et la "direction" de leurs chefs militaires, » a-t-il déclaré, « en particulier l'énorme compréhension [des conditions locales] qu'ils ont apportés à cette campagne, il est peu probable que les milices du CNT [Conseil national de transition] auraient pu agir avec succès dans le rôle d'éléments terrestres sans lequel le bon résultat aurait été impossible. »

Le Qatar a été le premier à reconnaître son rôle dans l'apport de troupes au sol en Libye à la fin octobre. Son chef d'état-major a déclaré, « Nous étions parmi [le CNT] et les effectifs qataris au sol se montaient à plusieurs centaines dans chaque région. L'entraînement et les communications ont été confiés aux Qataris [...] Nous servions de lien entre les rebelles et les forces de l'OTAN. »

Le *Wall Street Journal* du 17 octobre rapportait que : « Avec la bénédiction des agences de renseignement occidentales, le Qatar a envoyé au moins 18 cargaisons d'armes à toutes les forces rebelles Kadhafi ce printemps et cet été, » la majorité à des « milices dirigées par des chefs islamistes. »

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et la Jordanie ont tous été également actifs dans l'intervention Libyenne.

En novembre, Richards déclarait sur *Sky News* que la Grande-Bretagne avait des plans déjà prêts au cas où le programme nucléaire iranien ou bien une situation aggravée en Syrie nécessiterait une action. « Nous avons beaucoup de plans dans nos tiroirs, et nous discutons avec les autres pays qui y seraient inévitablement impliqués si la situation devait se détériorer au point que la force armée devrait être utilisée, nous pourrions le faire rapidement et efficacement, » a-t-il dit.

Le 29 décembre, Reuters a publié un témoignage direct de la situation réelle sur place à Homs. Le

témoin décrivait « une lutte intense entre factions [...] déchirant Homs et planant au-dessus des manifestations pacifiques. Les routes sont bloquées par des postes de gardes et certains quartiers sont divisés par des tranchées. Les enlèvements sont des événements presque quotidiens. »

L'Armée libre syrienne « lance des attaques à une fréquence qui n'est pas nécessaire, » écrit Reuters, tandis que dans les quartiers alaouites, des hommes armés et les forces de sécurité ont formé leurs propres milices.

Article original, *WSWS*, paru le 31 décembre 2011

Articles de Chris Marsden publiés par Mondialisation.ca



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Chris Marsden, www.ws.org, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28636

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009